



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône Saône

Villeurbanne, le 17 septembre 2014

Affaire suivie par : Laurent CROUZET
Cellule «Risques chroniques» et Territoriale
Téléphone : 04 72 44 12 04
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : laurent-a.crouzet@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTRS-CT/ST3-14-G3703A167-LC0808

DEPARTEMENT DU RHONE
Société FRESENIUS MEDICAL CARE- SMAD
Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Objet : Avis sur la constitution d'un dossier de demande d'autorisation
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Références : Articles R.512-2 et suivants du code de l'environnement

Raison sociale : FRESENIUS MEDICAL CARE - SMAD

Adresse du siège social : ZI de la Pontchonnière - route de Chanade
BP 0106
69591 L'ARBRESLE Cedex

Adresse de l'établissement : ZI de la Pontchonnière - route de Chanade
69210 SAVIGNY

Activité principale : Fabrication de fibres de filtration pour dialyse

Personne à contacter : Monsieur Thierry EYRARD, Président
Mmes Nathalie GUITTET, Elodie TARGA, service HSE
Téléphone: 04.74.01.60.00
Télécopie : 04.74.01.21.80

Références : Transmission DDPP du 8 août 2014 complétée le 5 septembre 2014

Affaire suivie par Madame Bensemhoun

Code Gidic : 61.3703

1) Installations classées et régime

Activités exercées et projetées par la Société FRESenius MEDICAL CARE - SMAD ZI de la Pontchonnière - route de Chanade 69210 SAVIGNY				
Nature des activités	Volume des activités	N° de Rubrique	Cls (1)	Situation administrative
Fabrication industrielle de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques tels que : - h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	Extension installation existante Fabrication de polyuréthane : 5 600 kg/j Projet Fabrication de fibres synthétiques : 3 000 kg/j	2660 et 3410-h	A A (IED)	AP 28/02/2012 Extension Extension objet de la demande
NB : Les 2 rubriques concernent la même activité				
Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, ..., si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. Supérieure à 20 MW	Chaudières au gaz naturel : Existant : U4 : 8 MW U12 : 2 x 4 = 8 MW Motopompe diesel : 0,125 MW Projet U13 : 3 x 6,18 = 18,5 MW Total : 34,625 MW	2910-A.1	A	AP 28/02/2012 Extension objet de la demande
<i>Emploi ou stockage du diisocyanate de diphénylméthane (MDI)</i> B. - <i>Emploi et stockage.</i> 1. Supérieure à 20 t	65 tonnes	1158-B.1	A	AP 28/02/2012 sans changement
Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j, mais inférieure à 70 t/j	Existant : 6,65 tonnes/jour Extension à 16 t/j Dont 10 t/j injection 3 t/j mise en forme des fibres 3 t/j de soudure thermique	2661-1.b	E	AP 28/02/2012 Extension objet de la demande
Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	Existant Unité 4: 1,8 MW Unité 9: 2 x 1,8 MW projet Unité 13 : 2 x 1,8 MW Unité 9 bis : 2,5 MW Total du site : 11, 5 MW	2921-a	E	AP 28/02/2012 Extension objet de la demande
Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Existant : 7 groupes froid + climatisations : 685 kg projet : 6 groupes froid + climatisations : 380 kg Total du site : 1 065 kg	1185-2.b	DC	AP 28/02/2012 Extension objet de la demande

<p>Stockage de liquides inflammables :</p> <p>b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³</p> <p>- de 1^{er} cat (PE < 55°C)</p> <p>- de 2^{ème} cat (55°C < PE < 100°C)</p>	<p>Capacité équivalente : 10,2 m³</p> <p>3,2 m³ d'acide acétique (PE40°C)</p> <p>35 m³ de DMAC (PE 60°C)</p>	1432-2.b	DC	Extension objet de la demande
<p>Mélange ou emploi de liquides inflammables</p> <p>Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est :</p> <p>A - Simple mélange à froid</p> <p>b) supérieur à 5 t, mais inférieure à 50 t</p> <p>B – Emploi</p> <p>b) supérieur à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p>DMAC : PE = 60°, d = 0,94</p> <p>acide acétique : PE = 40°, d = 1</p> <p>Mélange Q éq. < 5 tonnes</p> <p>Emploi de 4 m³ de DMAC (3,7 tonnes)</p>	<p>1433-A.b</p> <p>1433-B.b</p>	<p>NC</p> <p>DC</p>	Extension objet de la demande
<p>Traitement de fibres synthétiques par lavage</p> <p>La quantité de fibres susceptible d'être traitée étant :</p> <p>2. supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 5 t/j</p>	3 t/j	2311-2	D	Extension objet de la demande
<p>Transformation de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j</p>	<p>Actuel : 2,4 tonnes/jour</p> <p>Extension à 4,5 tonnes/jour</p>	2661-2b	D	Extension objet de la demande
<p>Stockage de polymère (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</p> <p>3. supérieure ou égale à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>Actuel : 242 m³</p> <p>Projet U13 : 542 m³</p> <p>Total du site : 784 m³</p>	2662-3	D	Extension objet de la demande
<p>Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</p> <p>c) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³.</p>	<p>Actuel 4061 m³</p> <p>Projet extension et modification 5 388 m³</p> <p>Total du site : 9 449 m³</p>	2663-2.c	D	Extension objet de la demande
<p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</p> <p>La puissance installée des installations, étant :</p> <p>c. Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p>	85,1 kW	2515-c	D	AP 28/02/2012 sans changement

(1) Cls. = Classement : A = autorisation, E = enregistrement; DC = déclaration avec contrôle périodique, D = déclaration, NC = Non Classé, IED : activité relevant de la directive

2) Caractère complet du dossier :

Le dossier de demande d'autorisation présentée par la société FRESINIUS MEDICAL CARE - SMAD comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R.512-2 à R.512-9 du code de l'environnement.

3) Caractère régulier du dossier :

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis est en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

Les éléments du dossier nous paraissent suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure les caractéristiques de l'exploitation de l'installation sur son site et dans son environnement.

4) Proposition de l'inspection :

L'avis formulé dans le présent rapport est émis sans préjuger des consultations prévues dans le cadre de la procédure réglementaire, lesquelles sont susceptibles de faire évoluer la perception des différents éléments du dossier.

En regard des dispositions des articles R.512-2 à R.512-10 du Code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis par la Société FRESENIUS MEDICAL CARE - SMAD paraît, à ce stade d'examen de la demande, en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement.

Le dossier de demande peut être estimé complet et régulier, et communiqué au président du tribunal administratif en application des dispositions de l'article R.512-14 du code de l'environnement. Le dossier pourra être mis à l'enquête publique après son complément par l'avis de l'Autorité Environnementale.

La rubrique 3410-h de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement détermine un rayon d'affichage de **3 km** pour l'enquête publique.

Cette enquête concerne donc au moins les communes de SAVIGNY, BULLY, L'ARBRESLE, St GERMAIN-NUELLES, FLEURIEUX sur l'ARBRESLE, EVEUX, SAIN-BEL, SOURCIEUX-LES-MINES, ST PIERRE LA PALUD, CHEVINAY, BIBOST.

Les services à consulter dans le cadre de cette procédure sont :

- l'Institut national de l'origine et de la qualité (INOQ)
- le SDIS du Rhône.

Seront consultée directement par l'Autorité Environnementale (A.E.) pour formuler son avis :

- l'ARS dont la copie du courrier de saisine par l'A.E. vous sera adressée par celle-ci.
- la DDT du Rhône, consulté par saisine de l'A.E du Préfet au titre de ses attributions dans le domaine de l'environnement

Il convient de faire parvenir un exemplaire du dossier à chacun de ces 2 services.

Ces services (prévenus par nos soins) devront adresser leur avis à l'Autorité Environnementale dans un **délai de 10 jours** après réception du dossier compte tenu du caractère d'urgence du projet (article R122-7 du code de l'environnement). Une copie de cet avis pourra être directement envoyée par ces services à l'inspection des installations classées à l'Unité Territoriale du Rhône - 63, avenue Roger Salengro, 69100 VILLEURBANNE, de préférence par mail (laurent-a.crouzet@developpement-durable.gouv.fr).

L'inspecteur de l'environnement
chargé des installations classées

Vu et approuvé
Villeurbanne, le
Le chef de la Cellule Risque Chronique


Philippe NICOLET


Laurent CROUZET